

<http://jadalbleupale.tumblr.com/>

JADAL BLEU PÂLE (TURQUIE)

### **Sur notre départ du Courant Communiste International**

Comme nous l'avions annoncé en janvier 2015, en tant que membres du Courant Communiste International (CCI) en Turquie, nous avons pris la décision de quitter cette organisation à la fin de l'année dernière. Dans la courte annonce que nous avons publiée, nous disions que nous avons d'abord l'intention d'écrire un texte évaluant ce processus politiquement et exprimant pourquoi nous devons quitter le CCI. Nous avons fini par réaliser ce texte, un peu plus tard que ce que nous espérions ; nous remercions donc ceux qui sont intéressés à comprendre notre texte.



#### **1) La formation de la section du CCI en Turquie et sa première période**

Bien que cela soit indirectement relié à notre départ du CCI, nous pensons qu'il est nécessaire de mentionner la formation de la section turque du CCI car cette période a eu des effets comme sur les discussions des années suivantes. La section turque du CCI s'est formée en 2009 alors que les membres du groupe communiste de gauche Enternasyonalist Komünist Sol (Internationalist Communist Left), qui s'était fondé en 2006, a rejoint le CCI. L'orientation dominante du CCI à cette période était de mettre en avant l'importance de la culture du débat, qui prenait en compte, même si c'était de façon partielle, le fait que les traumatismes du passé posaient problème et qui était attentive au fait d'apparaître aussi ouverte que possible. Le but de cette orientation était la rapide expansion de l'organisation. Ces années-là, d'un côté les positions de la gauche communiste avaient commencé à être connu et trouvé un écho dans certains pays en-dehors de l'Europe, grâce à Internet.

D'un autre côté, des luttes massives avaient commencé à se développer dans différentes parties du monde. A côté de cela, le manque de jeunes militants était ressenti dans le CCI, dont la majorité était ceux de la génération de 1968. Tous ces facteurs ont attisé les espoirs du CCI et son excitation pour une croissance rapide.

Enternasyonalist Komünist Sol en Turquie était un des groupes dans le monde qui est venu à prendre contact et commencé des discussions avec le CCI dans cette période. L'EKS, qui était constitué de jeunes dont l'expérience et la formation politiques venaient juste de se faire, était un groupe emballé à l'idée d'être le premier en Turquie à adopter pleinement les positions de la tradition de la Gauche communiste. Peu importe le fait qu'EKS, plutôt que d'être une organisation, ait été un rassemblement de cercles politisés d'amis. Mais l'excitation des premières années s'est transformée en un sentiment d'isolement devant la force des différentes formes de nationalisme en Turquie ; ceci a en retour donné un caractère plus sérieux à la recherche par l'EKS de liens internationaux. Le CCI fut le groupe qui conduisit ce contact le plus sérieusement parmi les groupes contactés par EKS, et ses positions théoriques finirent par avoir un effet grandissant sur le groupe en Turquie du fait de l'attitude chaleureuse et ouverte de ses membres, parmi d'autres facteurs. Finalement, le processus d'intégration d'EKS dans le CCI a commencé avec des discussions sur la plateforme du CCI sur les statuts pendant environ deux ans, ce processus s'achevant avec la dissolution d'EKS lui-même et son adhésion au CCI. C'était une période de croissance mondiale, bien que limitée, du CCI : un groupe des Philippines rejoignait le CCI en même temps qu'EKS et d'autres personnes venant de pays comme le Brésil, le Pérou et l'Equateur où le CCI n'était pas présent non plus à cette époque.

D'un autre côté, EKS n'était pas un groupe homogène et même à la fin du processus de discussion, un des membres était toujours en désaccord avec la plateforme du CCI sur la question du féminisme alors qu'un autre n'était pas d'accord avec ses statuts sur la question de l'appartenance aux syndicats. Ces désaccords furent ignorés en raison de l'objectif de croissance rapide qui dominait dans le CCI dans cette période. Aussi, alors qu'EKS n'était qu'un rassemblement de cercles politisés d'amis, de sérieux problèmes ont commencé à surgir entre ses membres, et ses problèmes ne furent pas partagés avec le CCI du fait d'une mentalité de groupe. Le CCI, de son côté, dans le cadre de l'optimisme de son cadre général, ne ressentait pas le besoin d'examiner la dynamique interne d'EKS qui, après tout, était un groupe capable de produire une publication régulière.

Mais les problèmes mis de côté ou ignorés ont la mauvaise habitude de grossir. Aussi, en peu de temps, les tensions dans la section turque du CCI se sont traduites par une crise ouverte. La première conséquence de cette crise ouverte a été la dispersion d'un groupe d'amis au sein de la section qui agissaient précédemment comme un bloc et ses composants quittant l'organisation un par un. Les membres restants de la section ont géré cela en évacuant les effets de la crise en se fixant seulement sur la lutte de Tekel qui avait commencé à ce moment-là. La période suivante, il y eut une expansion limitée de la sphère d'influence de la section qui fut suivie par une arrivée de nouveaux membres. D'un autre côté, alors que de nouveaux membres nous rejoignaient, le fondateur à l'origine d'EKS quittait l'organisation car il considérait que le CCI avait complètement changé au terme de tout ce processus. La section devait finalement assumer cette situation dans lequel elle se retrouvait.

Malgré tous ces problèmes, la section turque devait devenir la section la plus critique du CCI. L'exemple le plus important de cela se trouve dans le fait que la section en Turquie a été la seule section à rejeter la position infâme du CCI sur le parasitisme. Bien que les membres d'EKS aient été, loin de la rejeter, en fait relativement ouverts à cette idée qui ne leur était pas familière, en même temps une position qui rejetait le concept de parasitisme s'est développée dans la section et la section a finalement pris une position contre les thèses sur le parasitisme. Après avoir d'abord assumé cette situation, nous avons décidé de réexaminer le problème car de nouveaux camarades nous avaient rejoints et, en conséquence, nous avons rejeté de nouveau le concept de parasitisme dans un texte plus approfondi que le précédent.[2].

Les positions critiquées par la section turque ne se limitèrent pas au sujet du parasitisme. La section fut en pointe de ceux qui s'opposèrent à la position sur l'analyse du Printemps arabe qui émergeait au sein du CCI et mettait en avant que la guerre civile partant de Libye était similaire à la guerre civile espagnole. Dans cette période, certains camarades de la section critiquèrent également sévèrement le fonctionnement de l'organe central de l'organisation en montrant que le rôle de cet organe en était réduit à approuver les décisions prises par son propre secrétariat. Hélas, la validité de cette sérieuse critique devait rapidement se révéler.

Dans cette première période, la section turque pouvait exister au sein du CCI comme section critique. D'un autre côté, il serait difficile de dire que ces critiques étaient prises très au sérieux dans le CCI pendant cette période. Il n'y eut pas de réponse au premier texte de la section turque rejetant le concept de parasitisme et seulement un

camarade a répondu au second. Le fait que les prédictions de la section sur le Printemps arabe aient été validées était évacué plutôt que de conduire à un réexamen de la position générale sur le sujet.

Si nous évaluons le processus depuis la fondation de la section turque jusqu'à ce point dans sa totalité, on voit que l'approche qui acceptait ceux qui n'étaient pas d'accord au sein de l'organisation avec la plateforme du CCI et ses statuts a perduré pendant tout ce temps où notre attitude critique était tolérée pour ne pas nous effrayer. Alors que la tendance qui dominait dans le CCI à cette période était d'être attentif à certains problèmes causés par le passé du CCI du fait de son cadre d'expansion, sa solution apparente n'alla pas au-delà de mettre les problèmes sous la table. Finalement il était difficile de définir cette tendance en d'autre terme que celui d'opportunisme. Comme nous le verrons plus tard, d'autres ont critiqué l'opportunisme de cette tendance dominante dans le CCI ; pour autant, la perspective de ces camarades était très différente de la nôtre qui voulions que l'organisation se confronte aux problèmes de son passé.

## **2. La crise dans le CCI et la position de la section en Turquie**

La tendance dominante dans le CCI était de tolérer principalement les critiques de jeunes comme nous qui étions loin de la section française du CCI qui constituait le centre de sa vie. Et encore, cette tendance n'était pas si tolérante envers les critiques qu'elle percevait comme une menace pour elle-même. Ces camarades que la tendance dominante percevait comme une menace voyaient même comme des ouvertures limitées les tentatives de traiter des traumatismes historiques du CCI en tant que problème, et dans ce fait que critiquer l'opportunisme qui apparaissait dans l'idée d'une rapide expansion et contre cette orientation de ne pas faire fuir la jeunesse, tout en mettant en avant que la génération de 68 avait besoin de transmettre son expérience aux jeunes, et cela de façon unilatérale ; cette insistance présupposait que les jeunes camarades étaient privés de toute expérience sur la question de l'organisation. La tendance réagit sévèrement contre ces critiques et cela conduisit à une crise dans l'organisation. Comme le CCI le dit lui-même plus tard : « L'épicentre de la crise présente du CCI s'est trouvé dans l'existence au sein de la section en France d'une campagne de dénigrement, cachée de l'organisation dans son ensemble, d'une camarade, qui a été diabolisée à un tel point que sa seule présence dans l'organisation était supposée constituer une barrière à son développement. » [5] Dans la vision de la campagne contre cette camarade, choisie comme cible par la tendance

dominante, l'organe central du CCI devait approuver les dénigrement écrits par son propre secrétariat contre elle comme il le fit avec toute autre chose venant du secrétariat. Et comme cette campagne vint à être connue, certains camarades du CCI se mirent en branle. Au 20e congrès du CCI en 2013, la vieille tendance expansionniste avait perdu son influence.

En tant que section turque, nous fûmes avertis de tous ces incidents et du changement qui se tenaient au 20e congrès. Ce fut un congrès où les positions expansionnistes des années passées ont été sujettes à une tempête de critiques de la part d'une tendance plus conservatrice : les acquis théoriques avaient été perdus, des erreurs immédiatistes avaient été commises, la routine avait conduit à une sclérose dans l'organisation, le vieux secrétariat de l'organe central avait suivi en général une voie opportuniste. Aussi, dans les critiques rétrospectives faites à ce congrès, existait celle selon laquelle il y avait dans l'organisation l'émergence d'une culture selon laquelle chacun était d'accord avec tout et que les discussions étaient devenues superficielles : être critique était alors salué. Que toutes ces critiques fussent faites était tout à fait positif pour les délégués de la section turque qui essayaient encore de comprendre ce qui se passait. D'un autre côté, alors que les délégués de Turquie condamnaient fermement ce qui avait été fait à la camarade qui avait été l'objet d'une campagne de dénigrement, ils n'étaient pas d'accord avec l'explication de cet incident basée sur le concept de moralité. Alors que la culture de l'accord était critiquée de façon extensive dans le congrès, elle continuait à exercer ses effets : seuls les camarades avec lesquels la majorité était d'accord avaient changé. La nouvelle tendance dominante semblait réellement désirer un débat. Mais les objections aux positions mises en avant étaient principalement exprimées par les délégués de Turquie. Bien que le Jury d'Honneur, formé afin de faire en sorte que la camarade dénigrée soit lavée de tout soupçon, ait fait naître des questions pour la plupart des délégués de Turquie, ceux-ci quittèrent néanmoins le congrès avec de l'espoir.

Après le 20e congrès, certaines discussions ont commencé à se tenir et des critiques à s'exprimer au sein du CCI sur la nature et le but du Jury d'Honneur nouvellement formé. En même temps, des jours totalement vivants naissaient en Turquie : les manifestations du Parc Gezi avaient commencé peu de temps avant le 20e congrès du CCI. Naturellement, le centre des discussions de la section était de savoir comment analyser ces événements. Il y avait des désaccords dans la section sur cette question. La section décida de se concentrer sur les questions internes de l'organisation seulement après les discussions sur Gezi.

Le premier exemple a consisté dans les lettres critiques adressées par les membres de la section qui étaient dans l'organe central du CCI à une réunion de cet organe. Dans ces lettres, des objections à la distorsion des minorités positives étaient évoquées et l'idée que les assemblées de voisinage du type de la Commune de Paris pouvaient dominer la vague révolutionnaire du futur au lieu des conseils ouvriers à la lumière des mouvements de masse de la période était critiquée. Ces discussions continuèrent dans la conférence de la section turque de 2013.

D'autre part, après cette conférence, les problèmes qui avaient débuté dans la section quelques mois auparavant devaient revenir. Une série de réunions se tint entre quelques membres de la section et le secrétariat du CCI, un processus très difficile qui n'aboutit à aucune conclusion. Lorsque la section résolut de fait le problème de sa propre initiative et se mobilisa pour se raccrocher à la vie interne du CCI, ce fut pour être confronté à une image pire qu'elle ne l'avait été auparavant dans l'organisation.

En décembre 2013, le Jury d'Honneur décidant d'absoudre la camarade visée par le vieux secrétariat publia un communiqué. Ce texte établissait qu'il y avait un clan[7] dans l'organisation et comparait un membre du vieux secrétariat montré comme l'architecte de cette politique pogromiste [8] avec le procureur en chef ex-Menshevik de Staline, Andrey Vishinsky [9]. Le nouveau secrétariat fit un appel à l'organisation pour discuter rapidement ce texte et pour prendre position en soutien à celui-ci. Après avoir discuté de ces textes dans la section en Turquie, nous avons ressenti le besoin de prendre position contre ces textes qui nous appelaient à prendre position sur le sujet de détails dont nous n'étions pas au courant. Ainsi, la comparaison d'un membre d'une organisation communiste, quelque mauvaise ait pu être la campagne qu'il avait conduite contre une camarade, avec un procureur de la contre-révolution stalinienne tel que Vishinsky qui a envoyé des dizaines de milliers de révolutionnaires à la mort nous semblait problématique. Aussi, nous avons mis en avant des critiques définissant le ton du texte du Jury d'Honneur comme extrêmement agité, et l'appel du secrétariat irrité et pressé. Dans les discussions ultérieures, nous avons vu et accepté qu'il y avait des erreurs dans notre lettre, erreurs dues au manque d'informations, et avons retiré des points erronés mais tout en continuant à défendre nos critiques sur le ton et la méthode du communiqué.

### **3. La conférence extraordinaire du CCI**

Tout cela s'est passé dans la même période où il y eut un appel à organiser une Conférence extraordinaire du CCI. En général, dans les discussions internes précédant la Conférence extraordinaire, les camarades qui avaient exprimé des critiques au nouveau secrétariat, à la tendance conservatrice considérée comme référence de l'aile gauche de l'organisation et au Jury d'Honneur, se sont vus blâmés pour avoir fait ces critiques, et accusés de prendre part à la campagne contre la camarade que l'ancien secrétariat avait visée. Et les camarades qui ont fait ces critiques n'étaient pas les architectes de la tendance expansionniste : les camarades expansionnistes étaient devenus silencieux depuis le 20e congrès sur les critiques qui étaient dirigés contre eux et soutenaient ces critiques, ou au moins n'objectaient rien publiquement au nouveau secrétariat. Les attitudes critiques venaient généralement de sections hors de France. Spécialement le texte d'un de ces camarades sur comment les positions minoritaires ont été supprimées dans le CCI a eu une sérieuse influence dans la section turque. La publication de textes internes appelant les positions minoritaires à être défendues et validées nous avait donné de l'espoir. Aussi, nous sommes partis en préparant la Conférence extraordinaire de façon à contribuer à l'établissement d'une atmosphère où les approches critiques pouvaient s'exprimer. Dans toutes ces réunions où nous avons discuté des textes du Jury d'honneur et de la Conférence à venir, des camarades à la fois du nouveau secrétariat et de différentes sections ont aussi participé.

Suite à ces discussions, nous avons écrit une prise de position sur la crise dans le CCI en tant que camarades de la section turque. Dans cette prise de position, tout en condamnant la politique de bouc-émissarisation du vieux secrétariat, nous avons critiqué la culture de l'accord dans l'organisation, l'idée qu'exprimer de l'indignation contre ce qui avait été fait contre cette camarade était la mesure de comment un révolutionnaire devait être, l'analyse du pogromisme développée sur cet incident individuel et le fait que la discussion tournait beaucoup autour des personnalités. Aussi, nous avons mis en avant que ce qui se passait était plus une crise politique qu'une crise morale. Nous avons critiqué les positions de la tendance qui s'appelait elle-même l'aile gauche du CCI comme étant centriste alors que ces camarades se voyaient comme l'orthodoxie du CCI. Nous avons aussi critiqué l'intolérance de cette tendance conservatrice envers toute sorte de critique. Nous nous sommes opposés à l'idée que la génération 68 devait transmettre son expérience aux nouveaux camarades de façon unilatérale, une idée que nous voyions comme non-dialectique. Contre les positions qui se développaient dans l'organisation que si le CCI cessait

d'exister le parti ne pourrait être fondé, le prolétariat ne pourrait pas faire la révolution et que le monde ferait face à une inévitable ruine, nous avons dit que nous espérons ne pas être seuls à continuer l'activité communiste au cas où une telle situation se présenterait. Enfin, nous avons appelé le CCI à mener l'examen d'une critique sérieuse de sa propre histoire. Notre perspective était que le CCI devienne une organisation où les positions minoritaires, différentes positions, puissent s'exprimer et discuter librement. En allant à la Conférence avec un tel texte, nous espérons que nos critiques briseraient l'isolement et auraient un impact positif au sein de l'organisation.

Peu de temps après, nous avons envoyé notre texte critique au secrétariat, tandis qu'un groupe nommé Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC) avait publié un article provocateur visant le CCI, rempli de notes de ses bulletins internes que ce groupe avait obtenu on se sait comment. La section turque a condamné cette attaque provocatrice avant même la Conférence extraordinaire, étant la première section de l'organisation à prendre position contre cela. Cependant, les membres de notre section dans l'organe central du CCI n'ont pas manqué de critiquer le ton extrêmement coléreux du communiqué écrit en réponse à cette attaque, son entrée dans une polémique avec ce groupe considéré comme non-prolétarien, les spéculations faites dans le communiqué concernant la vie interne du CCI aussi bien que les comparaisons avec la Stasi et Staline à l'affirmation qu'un pogrom se mettait en place contre le CCI à travers cela. Le souci de toutes ces critiques de notre part était qu'une telle réaction ferait apparaître le CCI comme ayant tort alors qu'il avait raison et donnerait l'impression que ses lecteurs n'auraient rien d'autre qu'un combat inexplicable entre deux minuscules groupes. En fait, dénoncer brièvement la provocation du GIGC et d'un ton calme aurait été suffisant. Les événements ont confirmé nos inquiétudes, tandis que le CCI a choisi de fermer les yeux sur le fait que son communiqué a créé l'opposé de l'effet désiré.

En fait, les gens auxquels le texte du GIGC a nui le plus ont été les camarades les plus critiques et spécialement notre section en créant dans le CCI un sentiment d'être sous attaque. A partir de ce moment-là, il était impossible que les positions que nous mettions en avant puissent être discutées calmement. Durant la Conférence extraordinaire, les délégués de Turquie n'ont pas reculé sur leurs positions malgré les camarades conservateurs déclarant que ceux qui défendaient de telles positions n'étaient maintenant pas dans l'organisation et que de telles critiques étaient arrogantes, dans une atmosphère où tous les autres délégués venaient déclarer leur



accord avec la tendance dominante. On demanda de plus aux délégués de retarder leur vote là où ils allaient voter non et de retirer les textes qu'ils allaient soumettre au vote sur la base de l'attaque du GIGC, ce que les camarades acceptèrent. L'aspect le plus sinistre de cette conférence, d'autre part, a été la résolution que les camarades conservateurs rédigèrent contre les délégués de Turquie.

Avant la Conférence extraordinaire, un camarade qui ne pouvait y participer a fourni un soutien de traduction pour les délégués de Turquie dans les discussions. Pour cette raison, les délégués de la section parlaient avec ce camarade par internet et essayait de clarifier si quelque chose n'avait pas été compris par les camarades. Il n'y avait pas de tentative de cacher ces discussions, qui avaient lieu pendant la conférence du CCI. Le camarade qui parlait aux délégués de Turquie ne leur disait pas ce qu'ils devaient agir ou faire dans la conférence. Différents camarades d'autres sections qui ont été témoins de ces discussions n'ont pas du tout mis en garde les délégués de Turquie sur celles-ci. Mais, le dernier jour de la conférence, les délégués durent faire face à une résolution rédigée dans leur dos qui déclarait que la section en Turquie avait donné aux délégués un mandat impératif [10] et, en se basant là-dessus, clamait que la section turque n'avait pas assimilé les principes organisationnels du CCI et ignorait cette leçon très importante du mouvement ouvrier. Les camarades qui firent cette résolution n'avaient pas même senti le besoin de poser même la question aux délégués de Turquie ou au camarade qui leur parlait depuis la Turquie, pour savoir ce qui se passait vraiment. De plus, quelles que soient les intentions des camarades qui ont écrit cette résolution, elle ne pouvait avoir pour fonction que de discréditer les positions critiques de la section turque. Personne ne vota contre cette déclaration dans la conférence.[11]

Il était clair que tolérer les positions critiques de la section turque était maintenant hors de question pour la tendance dominante de l'organisation. Rien ne devait plus être pareil pour la section turque après la Conférence extraordinaire.

#### **4. Le processus de départ**

Avant toute discussion sur les positions critiques mises en avant par la section turque, la tendance conservatrice dominante dans le CCI a pris le dessus. L'opinion des camarades était que les positions de la section provenaient d'une série de problèmes, dont le plus important était le localisme et que la section avait été acceptée dans le CCI de manière opportuniste. La section devait être réintégrée dans le CCI. Une

réunion eut lieu en Turquie en juin peu de temps après la Conférence extraordinaire. L'histoire de la section turque écrite par le secrétariat pour cette réunion nous a tous étonné. L'histoire de la section, avec tous ses ( ? ) et essentiellement ses positions critiques, était reliée à un seul camarade qui avaient quitté l'organisation quelques années auparavant et avait écrit par la suite ses critiques et les avait publiées en ligne ; l'histoire de la section était présentée comme étant limitée à celle d'un -isme ajouté à la fin du nom du camarade. Naturellement, ce texte était bourré d'erreurs factuelles. L'historiographie rétrospective qui était dressée de la section turque n'était pas une situation très nouvelle pour le CCI. La tendance conservatrice reprenait à zéro l'histoire de la période de la tendance expansionniste.. Il ne fut pas surprenant que le camarade appelé par la tendance expansionniste « l'ambassadeur du CCI sur internet » alors qu'il était dans l'organisation, fut déclaré comme le méchant chef de l'histoire de la section. D'autre part, l'absurdité de toute l'argumentation était d'autant plus évidente que la majorité des membres de la section l'avait rejointe soit juste avant que ce camarade l'ait quittée, soit plus tard. En tout cas, les objections envers ce texte et ses erreurs n'ont pas du tout été prises en considération. Dans la même réunion, un camarade conservateur a mis en avant pour la première fois l'accusation que la section turque était un clan. Les membres de la section ont répondu en disant que c'était une question sérieuse et devait être investiguée. Alors qu'aucune investigation n'a eu lieu par la suite, l'idée que la section était un clan a continué à se répandre dans l'organisation.

Après le meeting de juin, un bon paquet d'informations incorrectes a commencé à circuler sur la section turque dans le CCI. Cela prit en fait la forme de mythes. Il nous suffira de ne mentionner que les plus saillants. D'abord, le mythe selon lequel la section turque avait été intégrée dans le CCI malgré son rejet du parasitisme, répété par les membres du secrétariat. Cet argument était montré comme la base de comment l'intégration de la section s'était passée de façon opportuniste. [12] D'un autre côté, l'exemple le plus évident de l'opportunisme dans le processus d'intégration de sections, comme celui que des camarades qui n'étaient pas d'accord avec la plateforme et les statuts étaient acceptés dans l'organisation, était à peine mentionné. Et le mythe n'était pas vrai : la section turque avait rejeté le parasitisme alors qu'elle était, de fait, dans le CCI ! Il fut clamé que l'histoire de la section turque consistait en une série de crises sans fin : il n'y eut que deux crises sérieuses dans l'histoire de la section. L'assertion selon laquelle aucun texte n'avait été écrit sur ces crises était tout aussi fausse : plus d'un de ces textes avaient été écrits sur cette

question et ils ont été discutés avec des camarades en-dehors de la Turquie. Un autre mythe circulant dans l'organisation était que la section se préparait pour la Conférence extraordinaire seulement dans son coin, alors que toutes ses réunions se tenaient avec la participation de camarades en-dehors de la Turquie comme avec le secrétariat. Une autre assertion était que les arguments écrits par la section en vue de la Conférence constituaient des attaques contre l'organisation et que la section dictait à ses délégués comment voter, alors que rien n'avait été décidé. L'affirmation qu'un texte interne écrit par un membre de la section sur l'éthique ignorait les textes écrits par l'organisation sur le sujet auparavant était une autre légende alors que le dit texte était en fait une réponse au texte d'orientation de l'organisation sur cette question. Il fut répété que la section avait manqué à informer l'organisation de ses désaccords durant les événements de Gezi alors qu'au plus chaud de ces derniers la section a eu une réunion avec les camarades du secrétariat pour essayer de leur expliquer ses désaccords. Le fait que toutes ces erreurs soient corrigées de façon répétée par les membres de la section n'a pas empêché leur circulation. Nous ne pouvons expliquer la formation de tels mythes sur la section turque du CCI que par les efforts de camarades consciemment engagés dans la manipulation. La mémoire peut être défaillante, les individus peuvent se rappeler d'événements du passé selon la situation où ils étaient à un moment donné. D'un autre côté, il est évident que tous ces mythes avaient la fonction de fournir une base pour la critique de la tendance conservatrice contre la section et discréditer les critiques exprimées par la section turque dans la Conférence extraordinaire et en fait la section elle-même avant même que la discussion ne commence.

Une conséquence de cette atmosphère de méfiance contre la section fut que l'article écrit par la section contre le meurtre horrible sur un lieu de travail à Soma n'ait pas été arbitrairement publié alors qu'il avait été traduit en anglais. La raison de cette non-publication était qu'un camarade membre du secrétariat le critiquait. Il n'y eut pas plus de discussion sur le sujet après une réponse écrite par un membre de la section ; quand nous avons évoqué ce problème par la suite, on nous a dit que le problème n'était plus d'actualité. Aussi, l'article écrit par un camarade de la section en France devint le seul mot du CCI sur ce sujet mondial et l'article écrit par la section de l'organisation où cet incident terrible s'était produit était enterré.

D'un autre côté, nombre d'entre nous voyait en réalité un point dans la critique que la section avait un problème de localisme dans le CCI. Tout en insistant sur le fait que nos critiques devraient être discutées sans être reliées à ces problèmes, nous sentions

que nous devrions évaluer cette critique à notre égard séparément et résoudre les problèmes possibles.[13] Sur cette base, dans la réunion de l'organe central du CCI qui se tint après la réunion en Turquie, les délégués de Turquie se mirent d'accord avec les camarades sur les points suivants : les membres de la section participeraient régulièrement en deux groupes séparés aux réunions de deux autres sections et continueraient à avoir des réunions de sections régulières, à la fois pour discuter des activités locales et des textes de l'organe central en discussion... Ou nous le pensions ainsi. Dans le courrier écrit par le secrétariat après la réunion de l'organe central, il était dit que la décision, qui était tout à fait le contraire de ce sur quoi on s'était mis d'accord à la réunion, que la section ne devait pas avoir ses propres réunions. Les membres de la section exprimèrent leur avis que ce courrier représentait de façon fautive la décision prise à la réunion de l'organe central et les camarades ne s'y opposèrent pas.

Dans le même temps, deux incidents se produisirent qui démontrèrent les dangereux niveaux de méfiance atteints envers la section turque. Le premier fut lorsque, dans une réunion de l'organe central du CCI, l'organe central de la section française essaya d'appeler à voter pour exclure la déléguée turque de l'organe central du CCI, prétendant que la section turque était un clan et qu'on ne pouvait pas lui faire confiance. Dans une organisation qui porte autant intérêt au centralisme international, l'organe central d'une section locale demandant l'exclusion d'un membre de l'organe central international lors d'une réunion de ce dernier était une situation tragique. Malgré les objections faites par la camarade de la section sur la base qu'un tel vote serait contraire aux statuts, la majorité de l'organe central a continué d'insister sur un vote immédiat pour exclure la camarade de la réunion. C'est seulement après qu'un petit nombre de camarades se soient opposés à ce vote, en disant que la camarade n'aurait pas dû être invitée si on n'avait pas d'abord confiance en elle, que le vote fut retiré. A la fin, la camarade de la section quitta la réunion en déclarant que ce ne serait pas correct de rester dans une telle ambiance de méfiance. Le second exemple apparut lorsqu'une camarade visitait les sections à l'étranger ; après avoir eu un court appel téléphonique avec un autre camarade de Turquie, elle fut accusée d'essayer de manipuler les réunions avec le camarade auquel elle avait parlé.

Mais le moment le plus frappant du processus d'ensemble fut la résolution sur la section turque qui ressortit d'une réunion du secrétariat ayant eu lieu avec la participation de la majorité de l'organe central. Cette résolution, sur la base de tous

les mythes sur la section, décidait d'interdire aux membres de la section turque d'avoir des réunions de section, insistait sur le fait que chaque texte publié en Turquie devait être traduit en anglais pour être contrôlés d'abord et que les membres de la section turque devaient participer aux réunions des deux sections auxquelles ils étaient dès lors reliés exclusivement. La section turque était en effet dissoute ; même si la résolution évitait de dire cela ouvertement car, selon les statuts du CCI, une section ne pouvait être dissoute que si elle trahissait ouvertement le CCI ; or la résolution même admettait que ce n'était pas le cas. Nous nous sommes tous opposés à cette résolution pour ces décisions arbitraires hors-statuts et à cause de la charge de travail impossible pour les épaules des camarades de faire des traductions qui les empêcheraient de toute participation aux discussions politiques ; et nous avons déclaré que nous n'acceptons ni ne reconnaissons cette résolution. Nous avons ensuite tenu une réunion et proposé de tenir une conférence extraordinaire de la section pour discuter de comment une si terrible résolution était adoptée sans opposition. Nous avons reçu une réponse à notre appel après la réunion suivante de l'organe central. La réunion déclarait toutes nos critiques invalides et proposait de tenir la conférence avec un ordre du jour entièrement différent, basé sur des textes décidés par eux-mêmes. A ce point, nous étions sûrs qu'il était impossible pour nous de rester dans le CCI avec des positions critiques. Le processus avait conduit chacun d'entre nous à questionner certains points essentiels du CCI sur les questions de l'organisation et de la centralisation. Aussi, chacun d'entre nous a écrit sa lettre de démission et quitté le CCI.

## **5. Qu'avons-nous appris ?**

Le plus grand problème du CCI n'est pas ses organes centraux, son secrétariat ou les tendances expansionnistes et conservatrices que nous avons vu dominer quand nous étions dans le CCI. Le plus grand problème du CCI est que les orientations déterminées par des positions de pouvoir dans l'organisation sont en grande partie et en dernière instance approuvées de façon grandissante par presque tous les camarades et cela semble normal. Quand nous sommes entrés dans le CCI, nous pensions que cette organisation était sans chefs et sans leaders, où tous les militants exprimaient leurs idées librement dans les débats internes, où les positions minoritaires étaient mises en avant plutôt que supprimées. Dans ce sens, les positions de pouvoir que nous voyions dans le CCI, le fait que les organes centraux aient assumé le fait de tenir une position de pouvoir dans l'organisation nous semblait inacceptable en soi.

L'attitude que nous avons vue dans le CCI fut complètement éloignée d'une ouverture à la discussion, spécialement dans la dernière période. Pour nous, une des conditions les plus basiques d'une discussion fraternelle est que ceux qui vont discuter de leurs positions différentes ne soient pas engagés dans une discussion présupposant qu'ils puissent avoir tort. Nous n'avions jamais vu une telle attitude dans la tendance qui domine le CCI aujourd'hui. Car bien que les camarades aient pu dire des « vérités » qui n'existaient pas, ils n'ont jamais mis en doute la vérité de la totalité de leurs expériences et des acquis qu'ils voulaient transmettre aux jeunes (et en fait de quiconque les critique) ; ils n'ont jamais perdu la certitude dans le fait qu'ils ont toujours eu raison en tous temps et en toutes conditions.

Le CCI est une structure dans laquelle avoir et défendre des vues minoritaires est devenu de plus en plus impossible. La théorie est développée de façon unilatérale dans le CCI et la tâche des membres est d'approuver la théorie qu'ils reçoivent. En ce sens, il n'y a pas de place pour des voix critiques dans le CCI. Qu'une organisation qui a eu un fondateur qui définissait l'idée d'une organisation monolithique et homogène comme monstrueuse, qui revendiquait le fait d'être contre le monolithisme, soit passée en un jour à se compromettre dans le monolithisme à un tel degré est aussi triste qu'ironique. La principale raison à ce que ce monolithisme domine le CCI s'arrête à la présente notion dominante d'homogénéisation dans l'organisation. Et si nous acceptons que les vérités absolues n'existent pas, toute organisation communiste doit être hétérogène afin de produire une théorie florissante avec une discussion vivante.

Selon le CCI, une des pires choses qui puisse être faite dans une organisation communiste, spécialement le CCI, est de démissionner. Hélas pour les camarades, le CCI n'est plus un moyen mais une fin en soi. Le développement de l'idée envisageant que si le CCI cesse d'exister, le parti ne pourrait se former, le prolétariat ne pourrait faire la révolution et que le monde serait face à un inévitable désastre montre à quel point cette organisation se croit absolue et se sanctifie elle-même. Le CCI est allé dans une tragique introversion, a construit des murs autour de lui-même et s'est tellement coupé du monde extérieur et des discussions tenues par les éléments communistes au-dehors que cela ajoute encore une nouvelle dimension à tous ses problèmes.

Nous n'oublions pas la chaleur montrée par les membres du CCI à l'égard de chacun d'entre nous depuis ces années. Nous continuerons à voir chaque membre individuel

du CCI comme des camarades autant qu'ils défendront des principes internationalistes. Mais après tout ce chemin, nous voyons peu de possibilité pour le CCI de se débarrasser des problèmes dans lesquels il est tombé et de faire une contribution positive en tant qu'organisation.

Un des points sur lequel nous voulons revenir dans toutes ces discussions que nous avons eues après avoir démissionné est comment pouvons-nous éviter ce dont nous avons été témoins dans le CCI. L'essence de la conclusion est la suivante : Jamais, quel que soit notre âge, jamais nous n'aurons peur d'admettre que nous avons tort même si nous avons fait une erreur toute notre vie ; jamais nous n'aurons peur de recommencer depuis le début.

C'est avec cette attitude que nous repartons. Nous avons commencé les discussions théoriques que nous avons annoncées plus tôt sur cette base. Bien que le point de départ de ces discussions soit la critique des positions théoriques du CCI, nos discussions ont dépassé rapidement le cadre théorique du CCI et commencé à toucher des sujets très différents. Ainsi, les textes théoriques que nous écrirons et partagerons dans les discussions plus mûres ne seront pas sur le CCI. Nous espérons que les produits de cet effort contribueront à la réaffirmation de la lutte pour le communisme.

JADAL BLEU PÂLE, 2015

### *Notes*

[1] La lutte de Tekel fut un mouvement ouvrier qui débuta le 15 décembre 2009 par des ouvriers de la manufacture de tabac et qui conduisit à la plus grande grève depuis 1980 et dura jusqu'au 4 février 2010 du fait que de nombreux ouvriers se mirent en grève en solidarité avec eux.

[2] Une "théorie" définie sur la base de l'idée selon laquelle le dénominateur commun des groupes qui ont quitté le CCI ont formé leur existence via le CCI et rend acceptable de définir ces groupes comme parasites. Le CCI tire les racines de cette théorie du fait que Marx utilisait ce terme dans ses polémiques.

[3] L'organe qui conduit et coordonne les activités politiques internationales du CCI.

[4] Les processus qui conduisent les membres quittant l'organisation en groupes, répétés chaque dizaine d'années depuis la fondation du CCI.

[5] <http://en.internationalism.org/internationalreview/201409/10330/news-our-death-greatly-exaggerated>

[6] Un organe d'investigation calqué sur la commission Dewey chargée d'affranchir Trotski des charges de Staline contre lui, conduite par un philosophe pragmatique américain John Dewey.

[7] Un clan est défini par le CCI comme un groupe formé au sein de l'organisation non pas sur une base politique mais personnelle.

[8] Le pogromisme est défini comme une méthode et un mode de comportement qui est apparu dans le CCI comme une conséquence de la perte des acquis moraux. Fondamentalement, cela signifie la politique de violence sociale et psychologique conduite par un groupe ou une personne contre un groupe ou une personne différents.

[9] [http://en.wikipedia.org/wiki/Andrey\\_Vyshinsky](http://en.wikipedia.org/wiki/Andrey_Vyshinsky)

[10] C'est-à-dire que la section aurait dicté à ses délégués comment ils devaient intervenir et voter.

[11] En fait, même chacun des délégués turcs, parce qu'on leur avait dit que parler à des camarades de la section pendant une conférence était proscrit (ce qui n'est pas le cas selon les statuts du CCI), ont voté « oui » bien qu'ils aient posé de sérieuses critiques sur la façon dont la résolution était construite.

[12] Alors que, selon les statuts du CCI, l'intégration s'opère sur la base de la plateforme et des statuts, les camarades conservateurs rajoutèrent la nécessité d'être d'accord sur les positions essentielles du CCI telles que le cours historique et le parasitisme à ces deux textes.

[13] De fait, nous avons conclu que ce que nous comprenons comme localisme est différent de ce que le CCI en a compris.